

Déclaration

Nous dénonçons l'option choisie de privatisation de gardiennage du Musée et de la Maison du Département.

Nous dénonçons la méthode utilisée qui consiste à passer en force une option annoncée le 7 septembre 2016.

Nous dénonçons la médiocrité de l'analyse et les chiffres tronqués qui minimisent d'une façon éhontée le coût réel d'une privatisation.

Nous dénonçons l'absence de prise en compte de l'éthique et de la déontologie pour des missions concernant l'urgence et la sécurité dans le domaine des routes et de l'enfance.

Nous dénonçons le mépris à l'égard des agents concernés par ces missions très particulières qui leur ont permis d'avoir une connaissance précise de l'organisation et des besoins de la collectivité.

Cette option choisie remet en cause l'engagement du Conseil départemental de conserver en interne les missions relevant de l'urgence et la sécurité.

Nous exigeons le maintien en interne de ces missions, qu'un travail sérieux soit engagé avec les organisations syndicales et les personnels pour donner les moyens nécessaires à ces services de fonctionner, en tenant compte des compétences acquises par ces agents qui exercent ces missions depuis de nombreuses années.